BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 3325

91 – ESSONNE

TRIBUNAL DE COMMERCE D'EVRY

Jugement d'ouverture

Date : 2 septembre 2026.
Jugement d'ouverture de liquidation judiciaire.
985 387 638 RCS Evry.
YU CONSEIL.
Forme : Société par actions simplifiée à associé unique.
Activité : la société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : i'organisation et la dispense de formation professionnelles en Présentiel, à distance et E-Learning - toutes prestations de service, audits et conseil aux entreprises.l'édition et la vente de logiciels généraux et Applicatifs, la création de site internet et application mobile.la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés Crées ou à créer, pouvant se rattacher à L¿objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite souscription ou rachat de titres ou droit sociaux, fusion, alliance, ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance - et plus généralement toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet projet..
Adresse : 7, avenue de Laponie, Zone Artisanale de Courtaboeuf, 91940 Les Ulis.
Complément de jugement : Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 4 mars 2026, désignant liquidateur SELAFA Mja, prise en la personne de Me Benjamin Laurent, Mandataire Judiciaire Associé 5 Boulevard de l'Europe 91000 Evry-Courcouronnes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.Nature de la procédure d'insolvabilité : non concernée.